

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°627 – 24 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Retour sur le déplacement du Ministre délégué Nicolas Forissier en Guinée

[En déplacement à Conakry le 7 avril](#) dernier, le Ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Nicolas Forissier, a eu une série d'entretiens avec plusieurs autorités guinéennes, dont le [Président](#) de la République, Mamadi Doumbouya, le Premier Ministre Amadou Oury Bah et la Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget Mariama Ciré Sylla. Ces échanges ont permis de réaffirmer la solidité du partenariat économique franco-guinéen, fondé sur une logique de coopération gagnant-gagnant et sur la volonté commune de renforcer les investissements productifs.

Ce déplacement ministériel intervient dans un contexte de mobilisation accrue des acteurs français en Guinée, illustré notamment par la venue de 50 entreprises lors du [forum](#) organisé par Bpifrance et le Ministère guinéen du Plan, de la Coopération internationale et du développement, entre le 6 et 8 avril derniers. La visite du Ministre délégué a notamment été marquée par des visites de terrain, illustrant le rôle structurant des entreprises françaises dans l'économie guinéenne. La [visite de Sobragui](#), filiale du Groupe Castel à Madina, qui poursuit son développement avec un projet de nouvelle usine à Sanoyah, financé sur fonds propres à hauteur de 100 M EUR avec une mise en service prévue en août 2026. Une



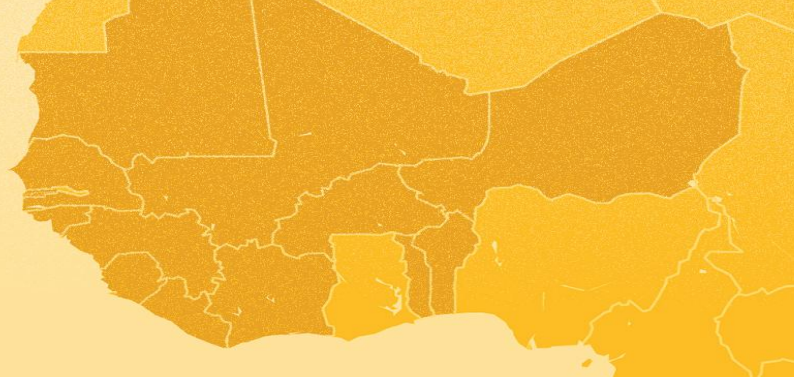
Le chiffre à retenir

400 Md USD

Le déficit annuel de financement du développement de l'Afrique selon la BAFD



séquence "One Health", à l'Institut Pasteur de Guinée, a souligné le positionnement de l'offre française sur des projets structurants, combinant expertises publiques et privées. Parmi les projets en cours figurent les quatre hôpitaux régionaux (projet HEMID), portés par le consortium Eiffage-Egis-Vamed et financés notamment par la DG Trésor française et par Bpifrance. Enfin, la visite du [premier point de vente Carrefour](#) à Conakry, développé en partenariat avec l'acteur local Impérial, illustre l'entrée d'un grand groupe français sur le marché guinéen de la distribution.



Régional

Adoption du Consensus d'Abidjan sur la Nouvelle architecture financière africaine pour le développement

Le 9 avril 2026, [s'est tenu](#) le Dialogue consultatif sur la Nouvelle architecture financière africaine pour le développement (NAFAD) organisé par la Banque africaine de développement (BAfD) à Abidjan. Cette journée s'est conclue par l'adoption du Consensus d'Abidjan, visant à faciliter la mise en place de la NAFAD. Cette stratégie a pour objectif de combler le déficit de financement du développement de l'Afrique, estimé à 400 Md USD par an, grâce à une meilleure mobilisation des capitaux, en notant que l'Afrique dispose d'environ 4000 Md USD d'épargne à moyen et long terme. Sur un total de 11 points, le [Consensus d'Abidjan](#) esquisse la direction que prendra la NAFAD, en vue entre autres de réduire le coût du capital et d'attirer l'investissement privé et institutionnel : avec, notamment, approfondissement et intégration des marchés de capitaux africains, harmonisation des cadres réglementaires, et mise en place d'une plateforme concernant les garanties.

L'UEMOA enregistre une bonne évolution de l'activité en février 2026

Selon le dernier bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO, les principaux indicateurs de l'UEMOA [ont évolué](#) à la hausse en février 2026. L'indice de production industrielle a progressé de 3,8 % en glissement annuel (g.a.) et celui des services financiers de 15,4 %, tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et dans les services marchands ont progressé respectivement de 4,7 % et 6,0 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 100,8, stable par rapport à janvier 2026 mais en légère baisse par rapport à décembre 2025 (-0,1 point). Enfin, le taux d'inflation en g.a au sein de l'UEMOA

s'élève à -0,1 % en g.a., en augmentation de 0,4 point de pourcentage par rapport à janvier. Cette augmentation résulte d'une hausse des prix des logements, des loisirs et des produits de l'habillement, renforcée par une baisse de moindre ampleur des prix des produits alimentaires.

Bénin

Les exportations en légère hausse (+1,4 % en g.a) au 4^e trimestre 2025

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSTAD), les importations de marchandises au 4^e trimestre 2025 [s'élevaient](#) à 483,3 Md FCFA (736,8 M EUR), en baisse de 11,2 % en glissement annuel (g.a.). Le riz semi-blanchi figure à la première place des produits importés (20,4 %), suivi par les huiles de pétrole (8,6%). La valeur des exportations s'est quant à elle établie à 122,7 Md FCFA (187 M EUR), en hausse de 1,4 % en g.a. Les principaux postes d'exportations sont le coton (47,7%), les fruits à coque comestibles (8,7%) et les tourteaux et autres résidus solides (7,7%). Au 4^e trimestre 2025, le Bénin a eu pour premier client le Bangladesh (35,9% de la valeur totale des exportations), suivi de l'Inde (11,5 %) et des Etats-Unis (7,1 %), et pour principaux fournisseurs la Chine (20,4% de la valeur totale des importations), l'Inde (19,4 %) et la France (10,2 %).

Burkina Faso

Prise de participation supplémentaire de 25 % par l'Etat dans la mine d'or de Kiaka

Le 16 avril 2026, le Gouvernement burkinabè [a publié](#) au journal officiel un décret portant acquisition d'une participation supplémentaire de 25 % dans la mine d'or de Kiaka, détenue par l'entreprise australienne West African



Resources. Cette décision, préalablement approuvée lors du conseil des ministres du 19 février 2026, porte ainsi la participation de l'État burkinabè à 40% du capital. Le coût de cette opération s'élève à 70 Md FCFA (106,7 M EUR) selon l'entreprise. Pour rappel, l'exploitation de la mine de Kiakia a débuté en 2025 et ses réserves [sont estimées](#) à 4,4 M onces (124,7 tonnes) d'or.

Cap-Vert

Le taux de croissance économique estimé à 6,3 % en 2025

Selon les Comptes nationaux trimestriels de l'Institut national de statistique (INE), le PIB en volume du Cap-Vert [a progressé](#) de 7,1 % en glissement annuel (g.a) au 4^e trimestre 2025. Au niveau de l'offre, cette performance a été principalement tirée par les secteurs de la production manufacturière (+13,1 %) et les transports et de l'entreposage (+10 %). Toutefois, les secteurs de l'agriculture (-24 %) et de la construction (-7,2 %) ont enregistré une contraction. Du côté de la demande, la consommation publique (+18,8 %) a compensé le ralentissement de la consommation privée (+1,7 %), tandis que les exportations de services ont progressé de 6,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2025, le taux de croissance économique est estimé à 6,3 %, après 7,3 % en 2024.

Côte d'Ivoire

Des accords de financement d'une valeur d'environ 900 M USD signés en marge des réunions du FMI et de la BM

En marge des Réunions de Printemps du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale (BM), tenues à Washington, la Côte d'Ivoire et les Etats-Unis [ont signé](#), le 22 avril 2026, un accord de mise en œuvre du programme du Millennium Challenge

Corporation d'un montant de 300 M USD. Cet accord vise à renforcer le réseau électrique ivoirien, soutenir le marché régional de l'électricité et faire de la Côte d'Ivoire un hub énergétique en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, le 20 avril, un accord de plus de 330 Md FCFA (590,3 M USD) avait également été [signé](#) avec le Groupe américain ABD pour financer des projets dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'hydraulique. Cet accord devrait porter le portefeuille global du groupe en Côte d'Ivoire à plus de 920 Md FCFA (environ 1,4 Md EUR).

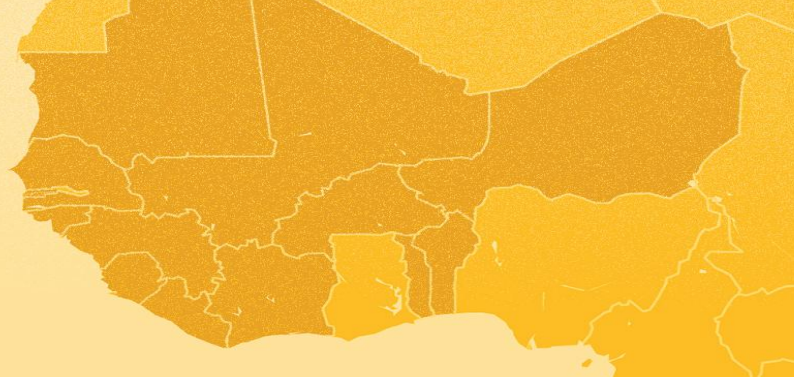
Le Fonds OPEP annoncé une enveloppe de 500 M USD pour le financement du PND 2026-2030

Le 9 avril 2026, le Fonds pour le développement international de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) [a annoncé](#) la mobilisation de 500 M USD sur les trois prochaines années pour la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2026-2030, dont l'enveloppe globale à financer s'élève à 114 838,5 Md FCFA (205,4 M USD). Pour rappel, le montant du portefeuille de projets approuvés par le fonds s'élève à fin 2025 [à environ 534 M USD](#) et couvre les secteurs des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, des services financiers, de la gouvernance et de la société civile, des transports, de l'éducation et de l'eau et assainissement.

Guinée

Inauguration de l'usine D&B Pharmaceutical Company

Le 17 avril 2026, [s'est tenue](#) l'inauguration officielle de l'unité industrielle D&B Pharmaceutical Company, implantée dans la zone de Manéah. Dotée d'une capacité de production mensuelle estimée à 57 M d'unités réparties sur 28 produits (solutions injectables, sirops, comprimés, gélules...), cette



infrastructure industrielle permettra de réduire la dépendance du pays aux importations pharmaceutiques. La mise en service de cette unité devrait également contribuer à structurer une filière locale de production pharmaceutique, tout en favorisant le transfert de compétences et la création d'emplois. Construite sur une superficie de 17 000 m², l'usine comprend des zones de production, des laboratoires de contrôle qualité, des espaces de stockage ainsi que des infrastructures techniques répondant aux standards internationaux. Cette inauguration intervient après celle de l'usine pharmaceutique Mednex Africa à Maferinyah, le 27 mars dernier.

Libéria

Lancement de la construction du réseau routier du corridor ouest

La construction du réseau routier ouest-libérien [a démarré](#) officiellement le 18 avril 2026 en présence du Président Boakai. D'une longueur totale de 255 km, ce projet, dont le coût est estimé à 363,9 M USD, reliera les comtés de Montserrado, Bomi, Grand Cape Mount et Lofa. La durée de construction est estimée à 5 ans, à la suite de laquelle débutera une phase d'exploitation, de péage et de maintenance dans le cadre d'un partenariat public-privé. Ce projet s'inscrit dans une stratégie nationale plus large de développement des infrastructures routières, en vue d'améliorer la mobilité, de renforcer le commerce régional et de soutenir une croissance inclusive.

Mali

Signature d'un accord de 120 M USD entre Cora Gold et Eagle Eye pour le projet aurifère de Sanankoro

Le 17 avril 2026, la société minière Cora Gold [a annoncé](#) la signature d'un accord de 120 M USD

avec le fonds singapourien Eagle Eye Asset Holdings (EEA) pour le développement du projet aurifère Sanankoro au Mali. Cet accord repose sur un mécanisme de "streaming" : EEA s'engage à acquérir 30,4 % de l'or produit par la mine de Sanankoro à un prix équivalent à 20 % du cours spot de l'or. Cet accord devrait permettre à Cora Gold d'accélérer la mise en route du projet. Selon une étude de faisabilité réalisée en septembre 2025, la production totale de la mine de Sanankoro [s'élèverait](#) à 482 000 onces (13,7 tonnes) d'or, avec une production moyenne de 64 000 onces (1,8 tonne) d'or par an pendant les cinq premières années.

Mauritanie

Visite d'État du Président El Ghazouani à Paris

Du 15 au 18 avril 2026, le Président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a effectué une [visite d'État](#) en France, la première à ce niveau depuis plus de trente ans, marquant la consolidation d'un partenariat stratégique entre les deux pays. Les échanges ont porté sur la coopération sécuritaire, le partenariat migratoire et le renforcement des relations économiques. A ce titre, un forum d'affaires organisé par le MEDEFI a rassemblé près d'une centaine d'entreprise sous le haut patronage du Président mauritanien. Avec déjà près d'une quarantaine d'entreprises françaises implantée en Mauritanie, la France entend accroître son engagement, notamment via des projets structurants dans l'eau, l'énergie et les infrastructures.

Niger

Lancement des travaux de réhabilitation du périmètre irrigué de Ibohamane

Le dimanche 19 avril 2026, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage [a procédé](#) au lancement des travaux de réhabilitation du périmètre irrigué de Ibohamane dans la région de Tahoua. Le coût de la réhabilitation de ce périmètre de 750 ha aménagé en 1968 est évalué à 6 Md FCFA (9,1 M EUR). Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du Projet d'appui au développement des cultures irrigués et à l'intensification de la production animale (PACIPA), soutenu par la [Banque mondiale](#) à hauteur de 350 M USD. Plusieurs autres réhabilitations par le PACIPA sont prévues dans la région, dont 470 ha à Galmi et Kéhéhé et 500 ha à Boussaragué, ainsi que la réalisation de 815 ha de nouveaux aménagements.

Sénégal

Le déficit budgétaire contenu à 6,4 % du PIB en 2025

Le ministère des Finances et du Budget a publié le 20 avril 2026 son [rapport trimestriel](#) d'exécution budgétaire arrêté au 31 décembre 2025. L'économie sénégalaise a enregistré une croissance du PIB réel de 6,7 % en 2025 (contre 6,5 % en 2024), portée par le démarrage du projet gazier GTA et la production à plein régime du champ pétrolier de Sangomar. Les recettes du budget général se sont élevées à 4 477,1 Md FCFA (6,8 Md EUR), soit un taux de réalisation de 98,8 %. Les recettes fiscales ont bien progressé (+10,3 % sur un an) et ont atteint 4 087,4 Md FCFA (6,2 Mds EUR). Les dépenses ont, quant à elles, diminué de 10 % pour s'établir à 5 864,6 Md FCFA (8,9 Md EUR) en 2025. Ainsi, le déficit budgétaire est ressorti à 6,4 % du PIB (contre une cible de 7,8 %), après 13,4 % en

2024. A noter que les charges financières de la dette se sont élevées à 1088,1 Md FCFA (1,7 Md EUR), dont 59 % au titre de la dette extérieure. La loi de finances 2026 vise un déficit budgétaire à 5,4 % du PIB.

GasEntec remporte le contrat pour l'installation d'un terminal GNL

Le 16 avril 2026, la société sud-coréenne GasEntec [a annoncé](#) la signature de contrats avec Elton Logistics & Services, filiale sénégalaise d'Elton Oil Company et premier distributeur de carburants du Sénégal, pour la livraison d'un terminal de regazéification de GNL à Dakar. Selon le communiqué, ce nouveau terminal GNL deviendra le principal site d'importation de GNL d'Afrique de l'Ouest. Il alimentera en gaz naturel la centrale de Cap des Biches (300 MW), la plus grande du Sénégal, ainsi que des clients industriels. La mise en service est prévue au premier semestre 2027. Ce projet s'inscrit dans un contexte de forte progression de la [demande électrique](#) (+22 % en 2025), alors que la part du gaz dans la production d'électricité doit passer de moins de 1 % à environ 30 % d'ici 2030 selon l'Agence internationale de l'énergie.

Après le retrait de Kosmos Energy, PETROSEN récupère la licence du bloc gazier Yakaar-Teranga

Le 22 avril 2026, le Premier ministre Ousmane Sonko [a annoncé](#) l'officialisation du retrait de la licence du bloc gazier Yakaar-Teranga attribuée conjointement à l'entreprise étatsunienne Kosmos Energy et à la Société nationale des pétroles du Sénégal (Petrosen). Une nouvelle licence sera octroyée exclusivement à Petrosen a indiqué le Premier ministre. Ce bloc est considéré comme le plus prometteur du bassin sédimentaire sénégalais, mais son exploitation est rendue complexe par sa géologie. Le retrait de Kosmos fait suite aux difficultés à trouver un troisième partenaire, qui est recherché depuis



le départ de British Petroleum, et à l'expiration de sa licence qui devait intervenir mi-2026.

Togo

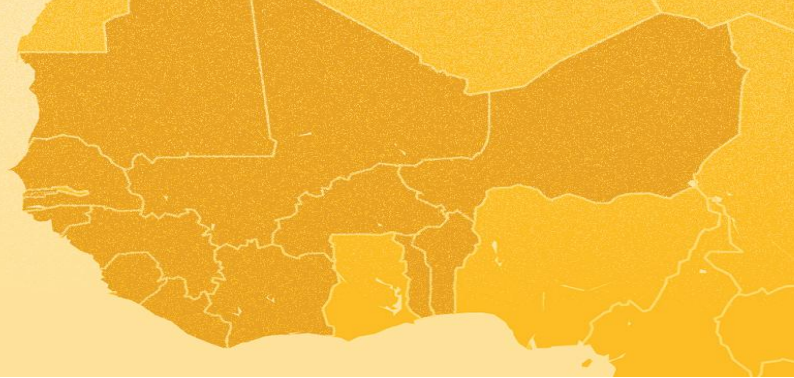
Inflation à +1,6 % en g.a en mars 2026

Selon l'Institut National de la Statistiques et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'inflation [s'est établie](#) en mars 2026 à +1,6 % en glissement annuel, après +0,4 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté essentiellement par la hausse des prix au niveau des divisions "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+8 % en g.a) et "Restaurants et services d'hébergement" (+4 % en g.a). A noter toutefois que l'inflation a été en grande partie modérée par la baisse des prix dans les divisions "Information et Communication (-1,3 % en g.a), Enseignement (-0,8 % en g.a) et "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (-0,3 % en g.a). Au regard de la provenance, l'inflation est principalement tirée par les produits locaux (+2,2 % en g.a, contre +0,1 % pour les importés).

Lancement officiel des travaux du cadrage budgétaire à moyen terme 2027-2029

Le 20 avril 2026, [a eu lieu le lancement officiel](#) des travaux relatifs au cadrage budgétaire à moyen terme (CBMT) pour la période 2027-2029. Le CBMT est un outil pluriannuel de planification budgétaire dont l'objet est de projeter sur trois ans l'évolution des principaux

indicateurs de la gestion publique. Le CBMT permet d'assurer une cohérence des politiques publiques et des moyens mobilisés dans le temps, afin de garantir la transparence et la rigueur de la planification budgétaire. Ces travaux ont mis en avant les résultats encourageants de l'année 2025 tout en soulignant que les marges de manœuvre budgétaires du Togo restent largement contraintes par le service de la dette publique qui absorbe 85% des recettes fiscales. Par ailleurs, la pression fiscale s'élève à 13,1% du PIB, en-deçà de la norme communautaire fixée à 20%.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

| Chiffres clés | Indicateurs de développement |
|-------------------------------|-------------------------------|
| Bénin | Bénin |
| Burkina Faso | Burkina Faso |
| Cap-Vert | Cap-Vert |
| Côte d'Ivoire | Côte d'Ivoire |
| Gambie | Gambie |
| Guinée | Guinée |
| Guinée-Bissau | Guinée-Bissau |
| Libéria | Libéria |
| Mali | Mali |
| Mauritanie | Mauritanie |
| Niger | Niger |
| Sénégal | Sénégal |
| Sierra Leone | Sierra Leone |
| Togo | Togo |

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)